

## Jean-Michel Blanquer précise le nouveau protocole sanitaire, sans instaurer...

10-12 minutes

"Nous avons le devoir fondamental de maintenir ouverte notre école tant que nous le pourrons", déclare Jean-Michel Blanquer, le 29 octobre 2020, lors d'une conférence de presse précisant les conditions du reconfinement et, notamment, le protocole sanitaire des écoles. "L'accueil de tous les élèves sur l'ensemble du temps scolaire" devra être assuré, tout en limitant le brassage des élèves et en renforçant le nettoyage. De leur côté, les syndicats enseignants estiment impossible le respect des mesures sanitaires sans l'instauration de groupes classes à effectifs réduits.



Jean-Michel Blanquer, le 29 octobre 2020 Droits réservés - DR

Au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron expliquant que les écoles, collèges et lycées resteront ouverts pendant le confinement, mais avec un "protocole sanitaire renforcé" ([lire sur AEF info](#)), Jean Castex et Jean-Michel Blanquer ont précisé, lors d'une conférence de presse en fin de journée, le 29 octobre 2020, les grandes lignes de ce nouveau protocole.

Le matin, le Premier ministre avait déjà annoncé que les masques seront obligatoires pour les enfants dès 6 ans et le ministre de l'Éducation nationale avait donné quelques éléments des nouvelles règles dans les structures scolaires ([lire sur AEF info](#)).

"Le devoir fondamental de maintenir ouverte notre école"

Pour Jean-Michel Blanquer, "la fermeture des écoles entraîne l'aggravation des retards scolaires. Or, nous ne voulons pas cela, nous ne pouvons pas laisser entraîner des retards susceptibles ensuite de décrochages". Il s'agit également, poursuit-il, d'éviter des conséquences sur le développement psychique et la santé des enfants.

Ainsi, "nous avons le devoir fondamental de maintenir ouverte notre école tant que nous le pourrons", assure le ministre. En revanche, "le protocole sanitaire est durci".

"Accueil de tous les élèves sur l'ensemble du temps scolaire"

Alors que le document sera publié dans les prochaines heures, Jean-Michel Blanquer en a donné les principaux éléments. Il se base tout d'abord sur "l'accueil de tous les élèves sur l'ensemble du temps scolaire". Ainsi, il n'est pas prévu de mettre en place des classes en demi-groupes, ce que demandaient quasi-unanimement les syndicats qui estiment

que, sans cela, le respect des gestes barrière et de la distanciation est impossible (*voir plus bas*).

Au lycée, néanmoins, le ministre évoque une "souplesse laissée aux chefs d'établissement pour l'organisation du protocole", afin d'envisager par exemple "l'enseignement à distance pour des élèves vulnérables ou des groupes d'élèves".

### **L'hommage à Samuel Paty devrait évoluer**

Du fait des circonstances sanitaires, l'hommage qui doit être rendu dans les écoles et établissements scolaires le 2 novembre à Samule Paty ([lire sur AEF info](#)) devrait évoluer : "Nous fixerons demain la manière dont elles s'étendent dans le temps", a indiqué le ministre.

"Limiter le brassage au maximum"

Le nouveau protocole sanitaire prévoit en outre de "limiter le brassage au maximum entre les différents niveaux d'élèves", en particulier lors de quatre temps :

- à l'arrivée et au départ de l'établissement, qui devront donc être "étalés autant que possible dans le temps", le protocole devant laisser une "souplesse locale",
- la circulation dans le bâtiment devra être "limitée au maximum" ; dans le second degré, "une seule salle sera attribuée à chaque classe dans la mesure du possible, à l'exception des salles spécialisées et des ateliers",
- les récréations seront organisées par groupe, avec un respect maximal des gestes barrière, ou "pourront être remplacées par des temps de pause en classe",
- "la restauration scolaire est maintenue, pour des raisons sociales en particulier, en veillant à espacer les élèves d'un

mètre autant que possible" ; lorsque la distanciation peut être respectée, les élèves d'une même classe ou d'un même niveau déjeuneront ensemble au même endroit, chaque jour et espacé des autres groupes.

Par ailleurs, l'aération et ventilation des classes, ainsi que la désinfection des locaux et matériels, seront renforcées.

Les personnels vulnérables "n'ont pas à venir"

Concernant les personnels vulnérables, alors qu'une décision du Conseil d'État en a récemment élargi la liste ([lire sur AEF info](#)), Jean-Michel Blanquer assure qu'ils "n'ont pas à venir" dans l'établissement. La "typologie" des vulnérabilités sera rendue publique demain, précise-t-il.

En outre, "une priorité pour les personnels éducatifs pour être testés à la Covid sur le lieu scolaire ou non loin" sera instaurée. Si les masques continueront à être fournis aux personnels, les écoles en recevront également pour en fournir aux élèves "en cas d'oubli ou de difficultés économiques pour se les procurer", indique le ministre, le masque devenant donc obligatoire dès le CP.

Par ailleurs, l'attestation, qui sera nécessaire pour accompagner ou aller chercher un enfant à l'école, sera délivrée par les établissements scolaires.

27 structures scolaires fermées avant les vacances

Jean-Michel Blanquer explique également : "Nous continuerons à fermer les structures chaque fois que cela sera nécessaire (*cf. encadré*), selon les critères des autorités sanitaires, avec application du plan de continuité pédagogique" ([lire sur AEF info](#)). Il estime néanmoins que, "très souvent, les contaminations se passent en dehors de l'établissement

scolaire" et que "l'application du protocole sanitaire a abouti à ce qu'il y ait peu de contaminations en milieu scolaire".

À la mi-septembre, trois semaines après la rentrée, les règles concernant le 1er degré avaient été allégées afin d'avoir "moins de classes fermées", justifiait alors Jean-Michel Blanquer ([lire sur AEF info](#)).

## **Les chiffres de cas Covid**

Au moment des vacances de la Toussaint, il y avait, selon Jean-Michel Blanquer, sur les 7 jours précédents :

- 27 structures scolaires fermées,
- 293 classes fermées,
- 8 223 élèves et 2 063 personnels positifs à la Covid-19.

Les syndicats veulent les écoles ouvertes mais avec des demi-groupes

**Structures scolaires ouvertes.** Les syndicats interrogés par AEF info se satisfont de la décision de laisser les écoles, collèges et lycées ouverts. "On souhaite pouvoir les laisser ouverts tant que l'équilibre de notre système de santé n'est pas en danger. Nous ne pouvons pas accepter qu'au vu des annonces extrêmement graves du président de la République, l'Éducation nationale soit traitée d'une façon qui ne correspond pas à la réalité de la situation sanitaire", indique Jean-Rémi Girard, président du [Snalc](#).

"L'école en présentiel, c'est mieux que derrière un écran, nous sommes tous d'accord, mais cela ne peut pas se faire au détriment de la santé des uns et des autres. C'est une question de santé publique, car les enfants rentrent dans leur famille et il ne faut pas créer de chaînes de contact", renchérit Sophie

Vénétitay, secrétaire générale adjointe du Snes-FSU.

**Pour des demi-groupes.** En effet, les organisations auraient souhaité que le nouveau protocole sanitaire instaure des classes en demi-groupes. "Dans l'état actuel des choses, cela nous semble compliqué de mieux respecter l'ensemble des gestes barrière, de limiter le brassage des élèves, les contacts, notamment à la cantine, en ayant en même temps la totalité des élèves", explique Catherine Nave-Behkti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.

"La première chose à faire est d'instaurer un fonctionnement en demi-groupes car cela permet de réduire les effectifs dans les établissements et de résoudre la question de la demi-pension", poursuit Sophie Vénétitay.

Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, craint que la non-instauration de demi-groupes engendre, "dans 3-4 semaines, la fermeture des écoles car il y aura eu des contaminations".

Dans le cas où, plus tard, des demi-groupes seraient mis en place, se posera la question de jongler, pour les enseignants, entre présentiel et distanciel avec leurs élèves. "Nous sommes ouverts à des aménagements en cas de demi-groupes", assure Jean-Rémi Girard. Mettre en place un système acceptable "ne paraît pas infaisable", pour Sophie Vénétitay.

**Mise en place du plan de continuité pédagogique.** Pour Jean-Rémi Girard, l'essentiel des mesures à prendre se trouvent dans ce plan. Il souhaite notamment la mise à disposition de "lieux annexes pour accueillir les élèves qui ne vont pas à l'école", dans le cas de demi-groupes.

Même idée pour Catherine Nave-Bekhti : "On peut penser à développer du périscolaire en primaire avec les collectivités.

Pour les plus grands, on pourrait ouvrir des points de rencontre, comme les médiathèques, et faire en sorte que les lycées soient des tiers lieux pour ceux qui ne peuvent pas travailler chez eux".

**Critiques sur la gestion de crise.** Les organisations critiquent, dans l'ensemble, la gestion de la crise sanitaire par le ministère. "Rien n'a été préparé pour faire face à une nouvelle crise. Depuis des mois, nous demandons à ce que ce soit préparé, mais tout ce qui a été fait allait dans le sens d'une reprise la plus normale possible. C'est dur, à nouveau, de devoir tout repenser, tout réorganiser. On reste sur le même rythme d'annonces soudaines à mettre en place dans des délais pas tenables", regrette Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Catherine Nave-Bekhti, qui pointe également un "manque de dialogue social", demande d'ailleurs le report d'un jour de la rentrée, le 2 novembre, pour laisser les équipes s'emparer du nouveau protocole. Guislaine David explique également en avoir fait la demande.

La gestion n'a "pas été à la hauteur des enjeux", estime également Sophie Vénétiay. "Depuis le mois de juin, nous alertons sur les mesures à prendre en termes de sécurité et de prévention. En août, puis en septembre, nous proposons des mesures pour éviter que le virus circule trop dans les établissements, tout a toujours été balayé du revers de la main. Le ministre porte une lourde responsabilité sur la situation actuelle", juge la secrétaire générale adjointe du Snes.

Stéphane Crochet réitère alors la demande de "préparer la suite" et les scénarii possibles au plus vite.